

Subject File

US And Doc #4

23/04/1963 - 15/07/1964

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES	<u>S-0729</u>
BOX	<u>4</u>
FILE	<u>15</u>
ACC.	<u>PAG 13/167-0.1</u>

Civops 677/64

15 Avril 1964

Professeur H. Leclercq,
 Directeur de l'I.R.E.S.
 James R. Brooks,
 Chef adjoint des Opérations civiles
Programme I.R.E.S. de FC 3.112.000

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le programme de l'I.R.E.S. de FC 3.112.000 qui a été financé par les fonds de contrepartie du Titre I imputés sur PL 480.

Les règles gouvernant l'USAID requièrent qu'un rapport soit soumis pour chaque projet, indiquant le stade du projet et les détails sur l'utilisation des fonds. De plus, d'après les documents Pro-Ag relatifs à ce projet, les résultats des diverses études économiques et sociales allaient être disponibles.

Etant donné que l'USAID réclame d'urgence ces documents, je vous serais reconnaissant si vous pourriez me transmettre la dite information aussitôt que possible.

→ 03 910 Doc. 4 *File C.O.L. 90 12/14*
LETTRE MENSUELLE DE L'I. R. E. S.

UNIVERSITE LOVANIIUM

INSTITUT DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIALES
CENTRE DE RECHERCHES ECONOMIQUES

Léopoldville, le 15 mars 1964.

A cinq mois de la dévaluation de novembre 1963, l'adaptation des prix ne cesse de constituer un des points névralgiques de la situation économique. Aux marchés de Léopoldville, l'index des prix des biens de consommation courante s'est encore élevé de 20 % pendant le mois de février. Cette hausse des prix risque-t-elle de faire échec à l'opération monétaire ou au contraire peut-on la considérer comme un accident passager qui ne compromettrait pas la stabilisation ?

1. - L'évolution des prix en février 1964

Telle qu'elle apparaît dans l'évolution de l'index des prix de détail des biens de consommation courante aux marchés de Léopoldville, la hausse des prix dépasse nos prévisions elle est également supérieure aux mouvements de prix observés les années précédentes. Au début mars cependant, cet emballement des prix s'arrête. La première semaine, on observe une baisse minime de l'index général (1 %); de plus, il est à noter que, sur les 50 articles recensés, 29 sont en baisse, 3 se maintiennent au statut quo ante et 18 seulement restent en hausse.

INDEX DES PRIX DE DETAIL DES BIENS DE CONSOMMATION
COURANTE AUX MARCHES DE LEOPOLDVILLE

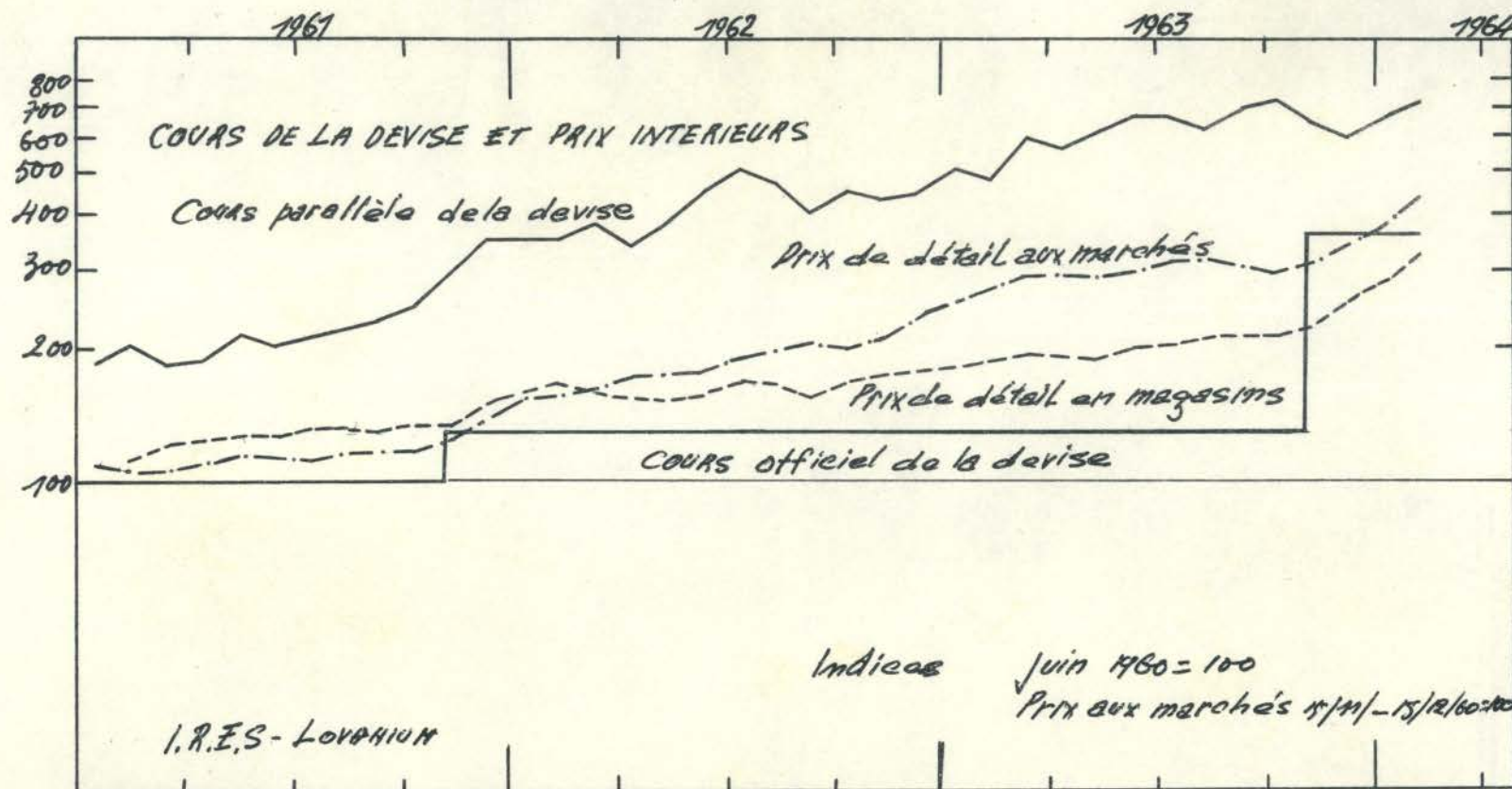
		Base : 15 novembre - 15 décembre 1960=100	
Mois		Index général	Augmentation en % par rapport au mois d'octobre
Octobre	1961	119,2	
Février	1962	156,8	+ 32
Octobre	1962	201,9	
Février	1963	278,3	+ 38
Octobre	1963	300,9	
Novembre	1963	315,8	
Décembre	1963	346,9	
Janvier	1964	369,3	
Février	1964	441,6	+ 47

Aux magasins de Léopoldville, l'index est passé à 333,7 en février 1964, soit une augmentation de 19 % par rapport à janvier (280,7) et de 55 % par rapport à octobre 1963 (215,9). Cette élévation est dans la ligne des adaptations requises par la dévaluation; elle contribue également à réintégrer le marché des biens de consommation en réduisant les distorsions flagrantes qui existaient entre les deux principaux circuits commerciaux (voir graphique I).

Mais aux marchés, la hausse brutale des prix en février ne peut s'expliquer entièrement par l'adaptation des coûts et on est en droit de se demander comment la demande, qui en janvier manifestait des signes d'essoufflement, parvient à soutenir un tel rythme de hausse des prix.

Une interprétation correcte de l'évolution des prix doit cependant tenir compte de la composition de l'index-I. R. E. S. qui, en l'occurrence, est susceptible d'accentuer le mouvement récent de hausse. En effet, parmi les biens de consommation courante ne sont recensés que les "articles de base", c'est-à-dire ceux dont l'achat implique une moindre dépense en numéraire. Or on constate que dans l'ensemble ce sont ces mêmes articles qui ont subi la plus forte augmentation des prix en février, tandis que les produits plus onéreux et non repris dans l'index-I. R. E. S., tels les Wax, ont accusé une baisse. L'accélération de la hausse des prix n'est donc pas générale et se concentre sur les "articles de base" tandis que les prix des articles de luxe ont baissé. De même, parmi les articles recensés dans l'index, ceux qui furent le plus affectés par la hausse récente sont ceux-là mêmes dont l'indice des prix se situait à un niveau inférieur à la moyenne.

Dès lors, l'évolution récente des prix pourrait partiellement être imputée à un effet de substitution. La demande, dans les limites de la contrainte budgétaire, s'est concentrée sur les produits restés les moins chers, mais la pression exercée sur l'offre de ces produits a entraîné une nouvelle hausse de ces prix.



Cependant cet effet de substitution ne peut entièrement expliquer l'accélération de la hausse des prix qui dépasse de loin l'accroissement des revenus monétaires distribués. Les dépenses de traitement de l'Etat sont restées stables en janvier et février et ont été entièrement couvertes par les recettes fiscales. Du point de vue monétaire, l'explication doit se situer dans l'augmentation de la vitesse de circulation de la monnaie provoquée par la crainte d'une poursuite de la hausse et conduisant à la constitution de stocks de précaution et de spéculation. Or cette augmentation de la vitesse de circulation rencontrera rapidement une limite technique. Cette limite constituerait également le terme de l'expansion de la demande. La hausse des prix ainsi arrêtée, les anticipations des acheteurs tendront à se renverser. Dans ces conditions, la baisse des prix est possible pourvu qu'aucune hausse des rémunérations n'intervienne pour permettre une nouvelle expansion de la demande.

A l'intérieur du pays, les quelques renseignements partiels actuellement disponibles se réfèrent à des baisses de prix. Cette évolution a été constatée récemment à Bakwanga, à Boma et dans l'ancienne Province Orientale. On ne peut évidemment pas généraliser à partir de ces observations sporadiques; en effet, dans certaines régions l'offre reste encore nettement insuffisante. Mais le cas de Bakwanga pourrait avoir une valeur d'exemple. Ce centre avait connu une montée en flèche des prix sous la pression d'une demande particulièrement active, cette demande semble arrivée au terme de son expansion et le marché se détend au point que plusieurs spéculateurs quittent la place. Il est certes tout à fait prématuré de parler d'une baisse des prix à l'intérieur, mais il faut cependant constater que la hausse cesse d'être généralisée.

Pour résumer la situation actuelle, on peut présenter comme suit l'état du marché de Léopoldville. La hausse des coûts en janvier y a provoqué un emballement de la demande monétaire, qui s'est concentrée sur la consommation de base. Au début mai, il semble que la pression de la demande ait atteint son intensité maximum et que l'épuisement des liquidités et l'arrêt de la hausse des prix tendent à renverser les anticipations des acheteurs et vendeurs. Les premiers indices en sont la baisse légère des prix de nombreux articles dans la capitale durant la première semaine de mars, les baisses dans l'intérieur du pays et la chute des prix de gros de quelques produits vivriers du Bas-Congo.

Il est toutefois bien évident que ce retournement du mouvement des prix ne peut se faire d'un coup. Le public est encore trop habitué à la hausse rapide des prix et les rigidités structurelles du marché, maintenant des coûts de commercialisation élevés, ne favorisent pas la baisse des prix. C'est pourquoi on peut dire que le marché de Léopoldville est en train d'hésiter et de chercher sa voie; acheteurs et vendeurs se mettent en position d'attente. D'où de rapides et violentes fluctuations de prix, particulièrement en ce qui concerne le manioc et les textiles.

2. - Les perspectives actuelles

Après la hausse brutale des prix en février et compte-tenu des incertitudes et des hésitations qui pèsent sur le marché, on peut sans risque de se tromper gravement, prévoir une baisse relative de l'index. Mais le caractère durable et fondamental de la stabilisation dépend des conditions qui, dans l'avenir immédiat et dans les prochains mois, vont déterminer la demande et l'offre sur les marchés. A cet égard, on a déjà souligné les répercussions néfastes que toute hausse des rémunérations entraînerait immédiatement sur le système des prix; pour maintenir la demande dans ses limites actuelles, il reste encore nécessaire d'éviter tout relèvement des salaires nominaux.

L'offre des produits vivriers à Léopoldville est actuellement suffisante; aux prix actuels, il n'est plus possible d'écouler tout le manioc apporté aux marchés. Les producteurs pourraient supporter facilement une réduction de leur revenu nominal à condition que leur revenu réel demeure stable. Or, en ce qui concerne les principaux articles qu'ils achètent, tels que les textiles, la viande et le poisson en boîte, les poissons frais ou salés et le sel, une baisse n'est pas à exclure. Si le pouvoir d'achat des producteurs de produits vivriers peut ainsi rester intact, il est possible que le volume de l'offre soit maintenu avec des prix réduits. Par contre, si le pouvoir d'achat des producteurs devait être entamé par la baisse de leur prix de vente sans contrepartie du côté des produits achetés, il est presque certain qu'on assisterait à une réduction des quantités offertes et que les prix des produits vivriers tendraient de nouveau à s'élever.

Quant aux produits importés, les mouvements au port de Matadi peuvent fournir des perspectives intéressantes sur l'évolution immédiate de l'approvisionnement. Les arrivages des quatre derniers mois recensés représentent un tonnage assez faible et on ne peut compter sur un entreposage surabondant puisqu'en fin février les stocks à l'importation ont atteint un volume légèrement inférieur au volume normal. Avant la mi-avril, on ne peut donc s'attendre à une amélioration sensible de l'offre des produits importés.

APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS IMPORTES VIA MATADI

		(moyennes mensuelles, en tonnes)		
		Importations globales	Stocks à l'importation (fin du dernier mois)	Tonnage transporté par rail
1959		44. 591		50. 712
1963		33. 760		34. 793
I trimestre	1963	27. 170	12. 559	26. 625
II trimestre	1963	28. 277	6. 352	33. 761
III trimestre	1963	45. 775	34. 952	34. 485
Octobre	1963	43. 543	30. 426	52. 926
Novembre	1963	25. 112	20. 787	37. 757
Décembre	1963	32. 805	22. 193	34. 850
Janvier	1964	28. 583	22. 335	32. 178
Février	1964	18. 000 (p)	11. 462

(p) chiffre provisoire.

Par contre, dans les mois ultérieurs on peut espérer une augmentation assez nette des importations. Les possibilités ouvertes aux importateurs paraissent franchement meilleures que les années précédentes. L'ensemble des quotas ouverts pour le quatrième trimestre 1963 s'élève à près de 2 milliards de francs belges, ce qui dépasse légèrement la moyenne des montants validés pour les autres trimestres. Mais ce sont surtout les perspectives du premier trimestre 1964 qui sont encourageantes.

PERSPECTIVES D'APPROVISIONNEMENT

		(en millions de F. B.)
1962		
Licences validées pour importations de marchandises (moyenne trimestrielle)		1.091
1963 (9 premiers mois)		
Licences validées pour importations de marchandises (moyenne trimestrielle)		1.893
1963 (quatrième trimestre)		
- montant des quotas ouverts	1.200	
- montant des quotas garantis	791	
Total		1.991
1964 (premier trimestre)		
- montant des quotas ouverts (a)	1.500	
- montant des quotas garantis	+ 1.200	
Total		2.700

(a) Calculé sur base de 2 milliards de F. B. pour la première tranche de 4 mois.

S'il est permis d'escompter pour cette année un approvisionnement beaucoup plus satisfaisant que l'année précédente, le problème essentiel est maintenant d'assurer un arrivage rapide et régulier des produits importés.

A cet égard, le système actuel apporte une amélioration qualitative dans la distribution des quotas. Par l'élargissement du système des quotas trimestriels garantis, les industriels, les transporteurs et certains services publics sont assurés d'une plus grande régularité dans leur approvisionnement; ce système s'étend également à l'approvisionnement des "cantines" des exportateurs. On peut en espérer un rendement meilleur de l'appareil de production et un accroissement sensible de l'offre des produits manufacturés locaux.

De même, la circulaire n° 169 du Conseil Monétaire innove en matière de procédure pour les importations financées par la 7^{ème} tranche de l'aide américaine. L'A.I.D. émet des documents intitulés "Procurement Authorization" relatifs à certaines catégories de marchandises, fixant les clauses et la date d'exécution et sur base desquels les importateurs peuvent conclure des contrats d'achat aux Etats-Unis. Pour ce type d'importations, les lettres de quotas sont supprimées, les banques agréées valident directement les modèles "AF" en même temps qu'elles ouvrent le crédit documentaire. Depuis le 17 février, les "Procurement Authorization" ont déjà autorisé des importations pour un montant de près de 10 millions de dollars en pièces de rechanges pour véhicules, en pneus, en produits chimiques et pharmaceutiques et en biens d'équipement destinés à l'industrie, l'agriculture et les travaux publics.

Cette procédure simplifiée qui constitue une amorce de libéralisation s'applique actuellement au seul "Title II" de l'aide américaine, le "Title I" restant soumis à la procédure habituelle. Il n'est pas impossible et il serait souhaitable d'instaurer un système similaire pour d'autres catégories de biens importés afin d'accélérer et de régulariser l'arrivée des marchandises au Congo.

Il semble donc possible, dans les prochains mois, de rassembler les conditions d'une stabilisation réelle. Il faudrait pour cela maintenir la demande dans ses limites actuelles jusqu'au moment où l'accroissement des quantités offertes exercera sur les prix une pression favorable. On se trouverait alors dans une conjoncture assez propice à une tentative de redressement économique car, dès à présent, on peut observer certains indices positifs nouveaux.

3. - Les indices positifs

Il n'est pas sans intérêt, avant de terminer cet aperçu de la situation économique, de souligner quelques éléments positifs qui se sont fait jour dans les derniers mois. Il s'agit d'une augmentation des réserves de change, d'une réduction considérable de la fra de à l'exportation et de signes d'assainissement des Finances Publiques.

La position en devises tant des banques privées que du Conseil Monétaire s'améliore nettement par rapport aux années précédentes. Certes l'a g

mentation des réserves de change est partiellement due au retard dans l'utilisation des quotas d'importations de biens de consommation aux quatrième trimestre 1963 et premier trimestre 1964; mais cet élément passager n'a pas, à lui seul, joué un rôle déterminant. La situation actuelle trouve surtout son origine dans une augmentation des recettes d'exportations. Pendant l'année 1963 et au cours des premiers mois de 1964, on a enregistré un accroissement des quantités exportées et une hausse sensible de la valeur unitaire de plusieurs produits (cuivre, étain, café, cacao).

Dans un domaine très proche, on observe également une réduction de la fraude à l'exportation. Pour le café, l'augmentation des recettes en francs congolais et la rétrocession aux producteurs d'une portion des recettes en devises a permis de récupérer une partie importante de la fraude. C'est ainsi que les exportations de Robusta par Matadi sont passées de 21.000 tonnes en 1962 à 34.000 tonnes en 1963. Dans le cas du diamant, une action tendant à faire tomber le prix mondial a pratiquement étouffé le trafic par Brazzaville devenu trop onéreux; cette réduction de la fraude intervient au moment même où tente de réorganiser l'exploitation du diamant de joaillerie dans la région de Tshikapa. Certes, la fraude est loin d'être totalement résorbée et certaines régions sont encore écumées par un réseau de trafiquants spéculant sur la différence entre le marché parallèle et le marché officiel de la devise. Mais il faut bien admettre que le diamant et le café constituaient les postes les plus élevés des exportations en fraude.

Enfin, pour l'année 1964 les prévisions du Budget ordinaire de l'Etat sont équilibrées. Les 34 milliards de dépenses seront couverts par 20 milliards de recettes ordinaires et 14 milliards de recettes exceptionnelles (fonds de contrepartie et bénéfices de change). Pendant les trois premiers mois de l'année, les prévisions ont été respectées, les dépenses étant restées inférieures aux montants autorisés.

EA/mtf

CIV.OPS/905/63

Le 22 Juillet 1963

Monsieur le Directeur,

Je regrette vivement que les Annexes de notre lettre No. Civ.Ops/758/63 du 8 Juillet 1963 relatives à l'affectation du crédit de 3.112,000 Francs congolais à votre compte pour couvrir les frais d'études économiques à exécuter par l'I.R.E.S. ne vous soient pas parvenues; j'ai l'honneur de vous les expédier sous ce pli.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

James R. Brooks
Chef Adjoint des Opérations Civiles

Mr. H. Leclercq,
Directeur de l'I.R.E.S.
Université de Lovanium



UNIVERSITE LOVANIAM
INSTITUT DE RECHERCHES
ECONOMIQUES ET SOCIALES
LEOPOLDVILLE XI

LEOPOLDVILLE LE 12 juillet 1963.
TEL. 7501

US AID doc. 4

JUL 20 1963

ACTION

Ref. 63/119/CP.

TO:	Djibouti 240
1
2
3
<input type="checkbox"/>	Action Completed
<input type="checkbox"/>	Acknowledged
<input type="checkbox"/>	No Action Required
IN TRIALS	

Monsieur James R. BROOKS
Chef Adjoint des Opérations Civiles
Opération des Nations Unies au Congo
B.P. 7248
LEOPOLDVILLE.

Monsieur,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre CIV.OPS/758/63 du 8 courant nous informant de l'affectation du crédit de 3.112.000 F.C. à notre compte en banque et vous remercions du soutien que vous voulez bien nous accorder.

Nous vous signalons toutefois que votre autorisation d'affectation ainsi que l'amendement n° 1 au Document n° 4 de l'USAID annoncés par votre lettre n'étaient pas annexés à celle-ci.

Dès réception de ces documents et selon votre demande nous vous soumettrons les bordereaux établissant l'état de nos dépenses.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguées.


H. LECLERCQ.

Directeur de l'I.R.E.S.



UNIVERSITE LOVANUM
INSTITUT DE RECHERCHES
ECONOMIQUES ET SOCIALES
LEOPOLDBVILLE B.

LEOPOLDBVILLE B.
TEL. 7501

12 juillet 1963.

VS And doc. 4

JUL 20 1963

ACTION

Ref. 63/119/CP.

TO	Hobeli
1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	
29	
30	
31	
32	
33	
34	
35	
36	
37	
38	
39	
40	
41	
42	
43	
44	
45	
46	
47	
48	
49	
50	
51	
52	
53	
54	
55	
56	
57	
58	
59	
60	
61	
62	
63	
64	
65	
66	
67	
68	
69	
70	
71	
72	
73	
74	
75	
76	
77	
78	
79	
80	
81	
82	
83	
84	
85	
86	
87	
88	
89	
90	
91	
92	
93	
94	
95	
96	
97	
98	
99	
100	

Monsieur James R. BROOKS
Chef Adjoint des Opérations Civiles
Opération des Nations Unies au Congo
B.P. 7248
LEOPOLDBVILLE.

Monsieur,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre CIV.OPS/758/63 du 8 courant nous informant de l'affectation du crédit de 3.112.000 F.C. à notre compte en banque et vous remercions du soutien que vous voulez bien nous accorder.

Nous vous signalons toutefois que votre autorisation d'affectation ainsi que l'annexe n° 1 au Document n° 4 de l'USALD annoncés par votre lettre n'étaient pas annexés à celle-ci.

Dès réception de ces documents et selon votre demande nous vous soumettrons les bordereaux établissant l'état de nos dépenses.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

H. LEOLIERO.

Directeur de l'I.R.R.S.

EA/mtf

CIV.OPS/791/63

Le 11 Juillet 1963

✓
Cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli, copie de l'Amendement No. 1 au Document No. 4 de l'USAID concernant l'approbation du projet d'études économiques d'un montant de 3,112,000 Francs Congolais, à exécuter par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Lovanium.

Veuillez agréer, cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

James R. Brooks
Chef Adjoint des Opérations Civiles

M. V. Brown,
Directeur Adjoint de l'USAID
à l'Ambassade des Etats-Unis

US MID DOC 4

EA/mtf

CIV.OPS/792/63

Le 11 Juillet 1963

Cher Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli, copie de l'Amendement No. 1 au Document No. 4 de l'USAID concernant l'approbation du projet d'études économiques d'un montant de 3,112,000 Francs Congolais, à exécuter par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Lovanium.

Veuillez agréer, cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

James R. Brooks
Chef Adjoint des Opérations Civiles

M. Jean Pierre Tona-Masesa,
Assistant-Directeur du
Bureau de Coordination Economique

EA/mtf

CIV.CPS/758/63

Le 8 Juillet 1963

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que nous avons autorisé, en date de ce jour, l'affectation d'un crédit d'un montant de trois millions cent douze mille francs congolais (3,112,000) de notre compte No. 479 au compte No. 11-639 de l'I.R.E.S. à la Socobanque. Cette somme constitue le budget établi conformément au Document No. 4 de l'USAID pour couvrir les frais d'études économiques à exécuter par l'I.R.E.S. de l'Université de Lovanium.

Je vous fais parvenir sous le même pli, copie de mon autorisation d'affectation de la dite somme, aussi bien que l'Amendement No. 1 au Document No. 4 de l'USAID. L'amendement consiste à affecter à l'I.R.E.S. une somme globale moyennant qu'il soumette consécutivement aux Nations Unies, les bordereaux établissant l'état des dépenses.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer votre agrément sur cet amendement.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

James R. Brooks
Chef Adjoint des Opérations Civiles

Mr. E. Leclercq,
Directeur de l'I.R.E.S.
Université de Lovanium

PONDS DE CONTREPARTIE DU TITRE I
AMENDEMENT No. 1 au DOC. 4 DE L'USAID

Le projet d'études économiques à exécuter par l'I.R.E.S. de l'Université de Lovanium, décrit dans le Document No. 4 de l'USAID pour lequel un crédit d'un montant de 3,112,000 de Francs Congolais a été alloué et approuvé au cours de la troisième réunion de la Commission des Fonds de Contrepartie du Titre I, est amendé comme suit :

L'Annexe B, énumérant les articles couverts par le budget de ce projet d'un montant de 3,112,000 qui avait été approuvé est supprimé et remplacé par l'Annexe B Révisé comme suit :

1. "Pour couvrir les frais d'études économiques comme l'indique l'Annexe A, qui seront faites par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de LovaniumCF 3,112,000".

2. Les mots de la deuxième ligne du paragraphe 1 du Document No. 4 de l'USAID "d'un montant de trois millions de Francs" sont remplacés par les mots "d'un montant de Trois Millions Cent Douze Mille Francs"

Pour le Gouvernement de la
République du Congo
Jean Pierre Tona-Masasa

Pour le Gouvernement des
Etats Unis d'Amerique
V. Brown

Pour les Nations Unies
S. Habib Ahmed

FONDS DE CONTREPARTIE DU TITRE I

AMENDEMENT No. 1 au DOC. 4 DE L'USAID

Le projet d'études économiques à exécuter par l'I.R.E.S. de l'Université de Lovanium, décrit dans le Document No. 4 de l'USAID pour lequel un crédit d'un montant de 3,112,000 de Francs Congolais a été alloué et approuvé au cours de la troisième réunion de la Commission des Fonds de Contrepartie du Titre I, est amendé comme suit :

L'Annexe B, énumérant les articles couverts par le budget de ce projet d'un montant de 3,112,000 qui avait été approuvé est supprimé et remplacé par l'Annexe B Révisé comme suit :

1. "Pour couvrir les frais d'études économiques comme l'indique l'Annexe A, qui seront faites par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de LovaniumCF 3,112,000".

2. Les mots de la deuxième ligne du paragraphe 1 du Document No. 4 de l'USAID "d'un montant de trois millions de Francs" sont remplacés par les mots "d'un montant de Trois Millions Cent Douze Mille Francs"

Pour le Gouvernement de la
République du Congo

Pour le Gouvernement des
Etats Unis d'Amerique

Pour les Nations Unies

BUDGET 1963

PARTIE DU PROGRAMME I.R.E.S.

(Chiffres en millions de FC)

Pour couvrir les frais des études économiques, comme
l'indique l'Annexe A, qui seront faites par l'Institut
de Recherches Economiques et Sociales de l'Université
de Lovanium -----

CF 3.112

3 July 1963

TITLE I COUNTERPART COMMITTEE

AMENDMENT No. I to USAID DOC. 4

The project for studies in economics to be carried out by I.R.E.S. at the University of Lovanium, described in USAID Doc. 4 and approved in the amount of CF 3,112,000 at the Third Meeting of the Title I Counterpart Committee is amended as follows :

Annex B which enumerates the items covered by the budget of the approved I.R.E.S. Project in the amount of CF 3,112,000 is deleted and replaced by Revised Annex B, reading as follows :

1. "For studies in economics as indicated in Annex A to be carried out by the Economic and Social Research Institute (I R E S) at Lovanium UniversityCF 3,112,000".

2. USAID Doc. 4 second line of paragraph one, the words "amount of three million francs" are replaced by the words "amount of three million one hundred and twelve thousand francs".

For the Government of the
Republic of the Congo

For the Government of the
United States of America

For the United Nations

1963 BUDGET

PART OF THE I.R.E.S. PROGRAMME

(Figures in million CF)

For studies in economics as indicated in Annex A to be carried out by the Economic and Social Research Institute (I.R.E.S.) at Lovanium University. -----

CF 3.112

US KID DOC 4

CivOps. 736/63

6 July 1963

To : Mr. T. Frasciuzzi
Executive Officer of the Congo Fund and
Assistant Chief Administrative Officer

From : James E. Brooks
Deputy Chief, Civilian Operations

Subject : Transfer from Account No. 479

Will you kindly authorize the Finance Officer, Mr. De Candia, to transfer from Account No. 479 to Account No. 11-639 Institut de Recherches Economiques et Sociales (I.R.E.S.) in Socobank the amount of GP. 3,112,000 and charge it to the budget established under USAID Document No. 4, Studies in Economics to be Carried Out by I.R.E.S.

Please send me a copy of the transfer order issued by Mr. De Candia in execution of this transaction.

c.c. Mr. West, USAID
Director, Bureau of Economic Co-ordination
Mr. G.K.J. Amahree, UNHQ
Mr. E. Adoboli

3 July 1963

TITLE I COUNTERPART COMMITTEE

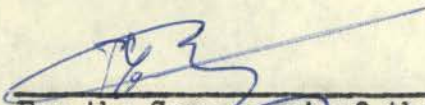
AMENDMENT No. I to USAID DOC. 4

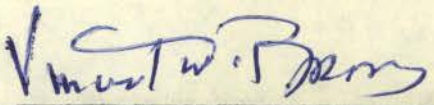
The project for studies in economics to be carried out by I.R. E.S. at the University of Lovanium, described in USAID Doc. 4 and approved in the amount of CF 3,112,000 at the Third Meeting of the Title I Counterpart Committee is amended as follows :

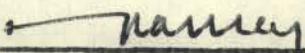
Annex B which enumerates the items covered by the budget of the approved I.R.E.S. Project in the amount of CF 3,112,000 is deleted and replaced by Revised Annex B, reading as follows :

1. "For studies in economics as indicated in Annex A to be carried out by the Economic and Social Research Institute (I R E S) at Lovanium UniversityCF 3,112,000".

2. USAID Doc. 4 second line of paragraph one, the words "amount of three million francs" are replaced by the words "amount of three million one hundred and twelve thousand francs."


For the Government of the
Republic of the Congo
Jean Pierre Tona-Masesa


For the Government of the
United States of America
V. Brown


For the United Nations
S. Habib Ahmed

1963 BUDGET

PART OF THE I.R.E.S. PROGRAMME

(Figures in million CF)

For studies in economics as indicated in Annex A to be carried
out by the Economic and Social Research Institute (I.R.E.S.) at
Lovanium University. -----CF 3.112

FONDS DE CONTREPARTIE DU TITRE I


AMENDEMENT No. 1 au DOC. 4 DE L'USAID

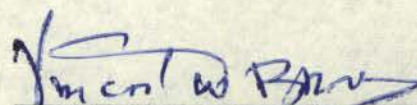
Le projet d'études économiques à exécuter par l'I.R.E.S. de l'Université de Lovanium, décrit dans le Document No. 4 de l'USAID pour lequel un crédit d'un montant de 3,112,000 de Francs Congolais a été alloué et approuvé au cours de la troisième réunion de la Commission des Fonds de Contrepartie du Titre I, est amendé comme suit :

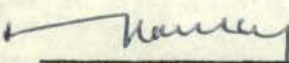
L'Annexe B, énumérant les articles couverts par le budget de ce projet d'un montant de 3,112,000 qui avait été approuvé est supprimé et remplacé par l'Annexe B Révisé comme suit :

1. "Pour couvrir les frais d'études économiques comme l'indique l'Annexe A, qui seront faites par l'Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de LovaniumCF 3,112,000".

2. Les mots de la deuxième ligne du paragraphe 1 du Document No. 4 de l'USAID "d'un montant de trois millions de Francs" sont remplacés par les mots "d'un montant de Trois Millions Cent Douze Mille Francs"


Pour le Gouvernement de la
République du Congo
Jean Pierre Tona-Masesa


Pour le Gouvernement des
Etats Unis d'Amerique
V. Brown


Pour les Nations Unies
S. Habib Ahmed

BUDGET 1963

PARTIE DU PROGRAMME I.R.E.S.

(Chiffres en millions de FC)

Pour couvrir les frais des études économiques, comme
l'indique l'Annexe A, qui seront faites par l'Institut
de Recherches Economiques et Sociales de l'Université
de Lovanium -----

CF 3.112



UNIVERSITE LOVANIUM
INSTITUT DE RECHERCHES
ECONOMIQUES ET SOCIALES
LEOPOLDVILLE XI

Ref. 63/108/CP.

LEOPOLDVILLE LE
TEL. 7501

28 juin 1963.

US AID D-04

JUL 04 1963

ACTION

Mr BROOKS

Organisation des Nations Unies

LEOPOLDVILLE

TO: *Brooks*
1 *Adressal* 240
2
3
X ☒ Completed *98*
☐ Acknowledged
☐ No Action Required
INITIALS

Monsieur,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la copie du document USAID Doc. 4, montant 3.112.000 F.C., daté du 25 juin 1963, et vous en remercions.

Nous vous retournons ci-joint trois autres documents nous parvenus sous le même pli et qui, apparemment, ne nous sont pas destinés.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

H. Leclercq

H. LECLERCQ.

Directeur de l'I.R.E.S.

Seen by S. H. A.

Le 25 Juin 1963

O b j e t : I. R. E. S. de l'Universite de Lovanium

Projet No. : USAID DOC. 4

Montant : 3,112,000 Fr. C.


Monsieur le Directeur,

Après examen des documents relatifs au projet susmentionné, s'élevant à un montant de 3,112,000 de Fr. C. accord a été donné pour l'exécution des travaux.

Cette autorisation préliminaire a été accordée afin que les travaux puissent être entrepris immédiatement. Un Projet d'Accord sera présenté aussitôt que possible à la signature officielle du Gouvernement Congolais et des Nations Unies.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir veiller à ce que tous les membres intéressés du Gouvernement Congolais soient tenus au courant.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.


S. Habib Ahmed (Adjoint)
pour Chef des Opérations Civiles

Monsieur le Directeur
du Bureau de la Coordination économique
Bâtiment administratif,
Léopoldville.

cc. S.E.M. le Ministre des Travaux Publics
M. S. H. Ahmed
M. M. Larcher
M. R. L. West

Le 25 Juin 1963

O b j e t : I. R. E. S. de l'Universite de Lovanium

Projet No.: USAID DOC. 4

Montant : 3,112,000 Fr. C.

Monsieur le Directeur,


Après examen des documents relatifs au projet susmentionné, s'élevant à un montant de 3,112,000 de Fr. C.

accord a été donné pour l'exécution des travaux.

Cette autorisation préliminaire a été accordée afin que les travaux puissent être entrepris immédiatement. Un Projet d'Accord sera présenté aussitôt que possible à la signature officielle du Gouvernement Congolais et des Nations Unies.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir veiller à ce que tous les membres intéressés du Gouvernement Congolais soient tenus au courant.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

 (Adjoint)

S. Habib Ahmed
pour Chef des Opérations Civiles

Monsieur le Directeur
du Bureau de la Coordination économique
Bâtiment administratif,
Léopoldville.

cc. S.E.M. le Ministre des Travaux Publics
M. S. H. Ahmed
M. M. Larcher
M. R. L. West

USAID doc 4

JB/rm

CivOps. 574/63

24 June 1963

TO : Mr. E. Adoboli
Programme Officer

FROM : James R. Brooks
Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT : I.R.E.S. Project USAID Document 4

.... Attached is a copy of a memorandum from Mr. Brown transmitting cheque for CF. 3,112,000 to the U.N. for the I.R.E.S. Project, USAID Document 4.

I have forwarded the cheque to Mr. Pichler for handling.



THE FOREIGN SERVICE
OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

Agency for International Development
The American Embassy
Leopoldville, June 20, 1963

Dear Mr. Brooks:

A check payable to the UN account in the amount of 3,112,000 CF is enclosed to cover financing of studies on the Congolese economy by the Economic and Social Research Institute (IRES) of Lovanium University. Financing of this project from Title I local currency was approved by the PL 480 Title I Tripartite Committee on 29 April, 1963.

With reference to my oral remarks on this project at the Committee meeting, it is my understanding that this sum is intended as a cash grant to IRES to undertake for the Government of the Congo the studies listed in Annex A of USAID Doc. 4. As such, it would not require substantiating obligating documents (salaries, rent, printing, etc.) as would be the case for routine projects approved by the Committee.

Since this understanding does not appear in the Committee minutes, you may wish to have it confirmed at the next Committee session.

Sincerely yours,

Vincent W. Brown
Assistant Director

James R. Brooks, Esquire
Deputy Chief of Civilian Operations
United Nations Operations
in the Congo
Leopoldville

US AID DOC 4

CF-1185

22 June 1963

TO: Mr. T. de Candia, Chief Finance Officer
FROM: H. Pichler, Administrative Officer, Congo Fund
SUBJECT: Cheque payable to U.N. for deposit in account 479

1. Please refer to copy of attached memorandum from Mr. Brooks, Deputy Chief, Civilian Operations, together with copies of relative correspondence, on the above subject.
2. Herewith enclosed a cheque in the amount of CF. 3.112.000 which represents a transfer of Title 1 local currency from the U.S. Government (account 236) to the U.N. (account 479).
3. I should be grateful if you would deposit this cheque to account 479 in accordance with the instructions contained in Mr. Brooks' memorandum to you dated 18 April 1963.

cc: Mr. Brooks
Prof. Badre

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

JB/rm

CivOps. 550/63

21 June 1963

TO : Mr. H. Pichler
Controller, Civilian Operations Funds

FROM : James R. Brooks
Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT : Cheque payable to U.N. for deposit in Account 479

Attached is a cheque in the amount of CF. 3,112,000 which represents a transfer of Title 1 local currency from the U.S. Government to the U.N. in accordance with the Agreement dated 18 November, 1961.

These funds are granted to the U.N. to carry out projects approved by the Title 1 Counterpart Committee which is made up of representatives of the Congolese Government, the U.S. Government and the U.N.

The amount transferred by this cheque is intended to finance the cost of studies in economics to be carried out by the Economic and Social Research Institute (I.R.E.S.) at Lovanium University, in accordance with USAID Document 4 approved by the Title 1 Counterpart Committee.

Will you kindly see that this cheque is deposited by the Finance Officer in Account No. 479 and that he carries out the instructions contained in my memo to Mr. T. Decandia of 18 April, 1963, which appears as Document CivOps. 3.

c.c. Mr. Amachree,
Under-Secretary in Charge of Civilian Affairs in the Congo.
Director, Bureau of Economic Coordination.

Agency for International Development
The American Embassy
Leopoldville, June 20, 1963

Dear Mr. Brooks:

A check payable to the UN account in the amount of 3,112,000 CF is enclosed to cover financing of studies on the Congolese economy by the Economic and Social Research Institute (IRES) of Lovanium University. Financing of this project from Title I local currency was approved by the FL 480 Title I Tripartite Committee on 29 April, 1963.

With reference to my oral remarks on this project at the Committee meeting, it is my understanding that this sum is intended as a cash grant to IRES to undertake for the Government of the Congo the studies listed in Annex A of USAID Doc. 4. As such, it would not require substantiating obligating documents (salaries, rent, printing, etc.) as would be the case for routine projects approved by the Committee.

Since this understanding does not appear in the Committee minutes, you may wish to have it confirmed at the next Committee session.

Sincerely yours,

Vincent W. Brown
Assistant Director

James R. Brooks, Esquire
Deputy Chief of Civilian Operations
United Nations Operations
in the Congo
Leopoldville

US AID Doc 4

CF-1185

22 June 1963

TO: Mr. T. de Candia, Chief Finance Officer
FROM: H. Pichler, Administrative Officer, Congo Fund
SUBJECT: Cheque payable to U.N. for deposit in account 479

1. Please refer to copy of attached memorandum from Mr. Brooks, Deputy Chief, Civilian Operations, together with copies of relative correspondence, on the above subject.
2. Herewith enclosed a cheque in the amount of CF. 3.112.000 which represents a transfer of Title 1 local currency from the U.S. Government (account 236) to the U.N. (account 479).
3. I should be grateful if you would deposit this cheque to account 479 in accordance with the instructions contained in Mr. Brooks' memorandum to you dated 18 April 1963.

cc: Mr. Brooks
Prof. Badre



BOITE POSTALE 7246
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE ONUC LEOPOLDVILLE

JE/rm

CivOps. 550/63

21 June 1963

TO : Mr. H. Pichler
Controller, Civilian Operations Funds

FROM : James R. Brooks
Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT : Cheque payable to U.N. for deposit in Account 479

Attached is a cheque in the amount of CP. 3,112,000 which represents a transfer of Title 1 local currency from the U.S. Government to the U.N. in accordance with the Agreement dated 18 November, 1961.

These funds are granted to the U.N. to carry out projects approved by the Title 1 Counterpart Committee which is made up of representatives of the Congolese Government, the U.S. Government and the U.N.

The amount transferred by this cheque is intended to finance the cost of studies in economics to be carried out by the Economic and Social Research Institute (I.R.E.S.) at Lovanium University, in accordance with USAID Document 4 approved by the Title 1 Counterpart Committee.

Will you kindly see that this cheque is deposited by the Finance Officer in Account No. 479 and that he carries out the instructions contained in my memo to Mr. T. Decandia of 18 April, 1963, which appears as Document CivOps. 3.

c.c. Mr. Amachree,
Under-Secretary in Charge of Civilian Affairs in the Congo.
Director, Bureau of Economic Coordination.

Agency for International Development
The American Embassy
Leopoldville, June 20, 1963

Dear Mr. Brooks:

A check payable to the UN account in the amount of 3,112,800 CF is enclosed to cover financing of studies on the Congolese economy by the Economic and Social Research Institute (IRES) of Lovanium University. Financing of this project from Title I local currency was approved by the PL 480 Title I Tripartite Committee on 29 April, 1963.

With reference to my oral remarks on this project at the Committee meeting, it is my understanding that this sum is intended as a cash grant to IRES to undertake for the Government of the Congo the studies listed in Annex A of USAID Doc. 4. As such, it would not require substantiating obligating documents (salaries, rent, printing, etc.) as would be the case for routine projects approved by the Committee.

Since this understanding does not appear in the Committee minutes, you may wish to have it confirmed at the next Committee session.

Sincerely yours,

Vincent W. Brown
Assistant Director

James R. Brooks, Esquire
Deputy Chief of Civilian Operations
United Nations Operations
in the Congo
Leopoldville

neg

→ US KID DOC 4

JB/rm

CivOps. 551/63

21 June 1963

TO : Mr. E. Adoboli
Programme Officer

FROM : James R. Brooks
Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT : Amendment to USAID Document 4 - Title 1 Counterpart
Committee

The U.S. side propose that the Title 1 Counterpart Committee amend Document USAID 4 which provides funds to cover the cost of studies in economics to be carried out by I.R.E.S. at Lovanium. This document contains a budget, as Annex B, which details the expenditures to be made by programme in this project. It is ~~their~~ desire to pay the total amount of this grant in a lump sum, leaving to Lovanium the distribution of the funds by programme.

Will you, therefore, prepare an amendment to this project, deleting the present budget and replacing Annex B with a new budget which will simply indicate "for studies in economics as indicated in Annex A to be carried out by the Economic and Social Research Institute (I.R.E.S.) At Lovanium University - GF. 3,112,000.

➤ US KID DOC 4
X CIVOPS DOC 3

JE/rm

CivOps. 550/63

21 June 1963

TO : Mr. H. Fichler
Controller, Civilian Operations Funds

FROM : James R. Brooks
Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT : Cheque payable to U.N. for deposit in Account 479

Attached is a cheque in the amount of CF. 3,112,000 which represents a transfer of Title 1 local currency from the U.S. Government to the U.N. in accordance with the Agreement dated 18 November, 1961.

These funds are granted to the U.N. to carry out projects approved by the Title 1 Counterpart Committee which is made up of representatives of the Congolese Government, the U.S. Government and the U.N.

The amount transferred by this cheque is intended to finance the cost of studies in economics to be carried out by the Economic and Social Research Institute (I.R.E.S.) at Lovanium University, in accordance with USAID Document 4 approved by the Title 1 Counterpart Committee.

Will you kindly see that this cheque is deposited by the Finance Officer in Account No. 479 and that he carries out the instructions contained in my memo to Mr. T. Secandia of 18 April, 1963, which appears as Document CivOps. 3.

c.c. Mr. Amahree,
Under-Secretary in Charge of Civilian Affairs in the Congo.
Director, Bureau of Economic Coordination.

ST-1121

27 May 1963

TO: Mr. T. De Gaudin, Chief Finance Officer
FROM: H. Pichler, Administrative Officer, Congo Fund
SUBJECT: Transfer of funds as approved by the Title I
Tripartite Committee

Please find enclosed for your information, copies of
correspondence relating to the transfer of funds from the United
States to the United Nations account No. 479, as follows :

<u>Project</u>	<u>Amount - SF</u>
I.R.N.R. (Levadium)	3,112,000.-
ROL.21 Route Matadi-Koma	50,000,000.-
ROL.22 Route Kalanga-Louani	60,000,000.-
ROL.1 Kiyahi Power Station	20,000,000.-
	<u>133,112,000.-</u>

cc: Mr. J.R. Brooks
Mr. H. Lardner

Ref: Civops 212/63

18 May 1963

To: Mr. H. Pichler, Acting Executive
Officer, Congo Fund

From: James R. Brooks, Deputy Chief
Civilian Operations

Subject: Transfer of funds as approved by the Title I Tripartite
Committee

..... Attached is a copy of a letter received from the Director of AID indicating the amounts in Congolese francs by project which are being transferred from the United States to the United Nations, new account no. 479.

Will you kindly see that copies of the letter are sent to Mr. de Candia, the Finance Officer, for his information.

THE FOREIGN SERVICE
OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

Agency for International Development
The American Embassy
Leopoldville

Dear Mr. Brooks:

Transmitted herewith are copies of vouchers sent to the U.S. Regional Finance Center in Paris authorizing transfer of funds from the U.S. to the UN account to cover financing of the following projects approved by the Title I Tripartite Committee:

<u>Project</u>	<u>Amount</u>
I.R.S.S. (Levanus)	5,112,000 C.F.
201.21 Route Matadi-Koma	50,000,000 C.F.
201.22 Route Malange-Koma	60,000,000 C.F.

You shall receive further copies of vouchers as they are submitted to RFO Paris.

Sincerely yours,

Robert L. West
Director A.I.D./Counselor of Embassy
for Economic Affairs

Mr. James R. Brooks
Deputy Chief, Civilian Operations
United Nations Organization in the Congo
Leopoldville

cc: Ben L. Whiting, Controller
Robert L. West.

MAY 11 1954
ACTION

Brooks

TEC 541/7

23 April 1963

TO: Professor A.Y. Badre, Director of Bureau of
Economic Coordination

FROM: James R. Brooks, Deputy Chief of Civilian Personnel

SUBJECT: Studies by I.R.F.S. - memorandum to Mr. Ahmed

In connection with the above memorandum, the U.S. member of the Title I Counterpart Committee has presented a project on behalf of the I.R.E.S. in response to its letter, which has been printed as Document USAID No. 4.

This document has been placed on the agenda for discussion at the meeting scheduled for Thursday, April 25, at 3.30 p.m.

If you have no objection we will continue to treat the U.S. Document as the submission of the project to the Committee and print your memorandum as BEC Document No. I, for the information and use of the members.

rey
Attached memo sent to the following:

Mr. West
Professor Badre
Mr. Ahmed
Mr. Larcher
Mr. Gilpin

24.4.63

James R. Brooks

2
ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



Mr. Brooks
222
UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

BEC Doc No. 1.

INTER - OFFICE MEMORANDUM

April 22nd 1963

TO : Mr. S. Habib Ahmed, Chairman, Committee on Use of Title I
Counterpart Funds

FROM : A.Y. Badre, Director, Bureau of Economic Coordination *Approved*

SUBJECT : Studies by I.R.E.S.

The Institute of Research in Economics and Sociology at Lovanium University made a request to the American Embassy for 3,112,000 Congolese francs in order to finance a series of studies on the Congolese economy which the Institute would be ready to undertake.

....
The studies outlined in the attached document will be of great use to the government, particularly in connection with the work of the Bureau of Economic Coordination. We would like to recommend, therefore, that the Committee consider favourably the financing of this project from Title I counterpart funds.

Secretariat Note: The documents attached to this memo are reproduced in USAID Document No. 4

cc: Dr. Robert L. West
Counsellor for Economic Affairs,
American Embassy



AB/ima



UNIVERSITÉ LOVANIUM

LÉOPOLDVILLE XI
RÉPUBLIQUE DU CONGO

Ref. 63/28/HL/CP.-

LÉOPOLDVILLE, LE 08.01.1963.-
TEL. 7501 -

Monsieur Robert WEST
A.I.D. Director,
American Embassy,
LEOPOLDVILLE.-

Sir,

With reference to your discussion of 14 December with Mr Hugues LECLERCQ we shall ask your assistance in obtaining financial support for I.R.E.S. from the funds generated by the United States P.L. 480 Title I program.

In the absence of adequate funds to our 1963 expenses we will be unable to undertake certain activities additional to our current program which we consider basic to our task in the Congo.

These planned activities concern investigations of prices and wages in new locations outside Léopoldville and studies of the balance of payments.

We require 3 million Congo francs during C.Y. 1963 for these activities.

Attached please find a summary description of our plans for 1963.

Sincerely yours,

P. CAPRASSE.-
Secrétaire de l'I.R.E.S.

H. LECLERCQ.-
Directeur de l'I.R.E.S.-

I. PLAN DES RECHERCHES ECONOMIQUES.-

Travaux déjà réalisés et en cours.

1. Prix.

- Evolution des prix de détail à Léopoldville :
 - (index des prix de détail sur les marchés africains
 - (index pondéré des prix de détails des biens de consommation dans les magasins de Léo) ;
- Evolution des prix de gros (index des prix de gros) ;
- Evolution des prix de détail dans certaines régions de l'intérieur (relevé de prix à Popokabaka et Kasongolunda ;

2. Salaires.

- Evolution de la rémunération dans la province de Léopoldville (personnel de la Fonction Publique, travailleurs de l'Etat, travailleurs du Secteur Privé, enseignants laïques).

3. Production.

- Confection d'un indice de la production industrielle
- Evolution de la productivité de travail dans l'industrie manufacturière ;
- Evolution des prix aux producteurs.

4. Monnaie et Finances Publiques.

- Analyse de l'inflation congolaise ;
- Evolution des dépenses et des recettes de l'Etat ;
- Evolution de la circulation monétaire ;
- Transformation dans la structure de la circulation monétaire (évolution des encaisses) ;
- Influence monétaire régionale et étude des circuits financiers autonomes au Congo.

5. Commerce extérieur.

- Evolution des exportations et des importations de la République du Congo et transformation de structure ;
- Etude et ajustement de la balance des paiements ;
- Analyse de l'aide financière.

6. Finances Privées.

- Etude historique des Sociétés Congolaises par action ;
- Mise à jour des modifications qui sont intervenues depuis l'Indépendance au Congo (changement des statuts juridiques, faillites, fusions, etc ...) ;
- Premier résultat financier des Sociétés Congolaises.

II. SUR LE PLAN DES RECHERCHES SOCIOLOGIQUES.-

1. Etude des phénomènes de transformations culturelles en milieu urbain africain.

- Le mariage chez les enseignants de l'enseignement primaire à Léopoldville (l'enquête porte sur plus des 3/4 des enseignants mariés de Léo) ;
- L'homme et la femme dans la société traditionnelle des Bayakas.

2. Recherches sociales sur les méthodes de développement communautaire adaptées à des milieux de types différents du point de vue économique et social. L'étude portera sur la communauté Kinsenso (zone de Squattine comptant environ 5.000 habitants et située à proximité de Matété à Léopoldville).

III. SUR LE PLAN DES RECHERCHES POLITIQUES.-

- L'analyse des phénomènes de sous-administration dans les pays Africains ;

- Le fonctionnement des institutions politiques centrales au Congo ;
- Les nouvelles institutions politiques et la conscience politique dans le Kongo Central ;
- La mise en place et le fonctionnement des nouvelles institutions provinciales au Congo ;
- L'évolution des tendances au regroupement politique en Afrique.

IV. SUR LE PLAN DE FORMATION DES CADRES.-

Organisation par le Centre de Perfectionnement en Gestion des Entreprises de six séminaires résidentiels qui auront pour objet :

1. Initiation aux problèmes économiques (2 parties) ;
2. L'entreprise et ses dirigeants ;
3. La direction du personnel ;
4. L'organisation du travail administratif ;
5. L'organisation du travail dans les administrations publiques ;
6. L'organisation des services techniques.

V. SUR LE PLAN PUBLICATIONS I.R.E.S.-

Depuis le mois d'août 1960, l'I.R.E.S. a publié une trentaine de ses "Notes et Documents", sous forme dactylographiée. Ces "Notes et Documents" sont remplacés par une revue imprimée, qui porte le titre de "Cahiers Economiques et Sociaux - Economic and Social Papers", dont le premier numéro a paru en octobre 1962, sur 94 pages. Cette revue est bilingue en ce sens que les articles sont écrits en français ou en anglais, avec un résumé substantiel dans l'autre langue.

Voci les prévisions des principales études à paraître dans les six numéros qui constitueront le premier volume annuel :

- N° 1 : L'inflation congolaise - Evolution de la vitesse de circulation de la monnaie congolaise.
- N° 2 : L'évolution des rémunérations dans l'ancienne province de Léopoldville entre juin 1960 et octobre 1962 (à paraître en décembre).
- N° 3 : Les produits agricoles et minéraux d'exportation du Congo - Transformations structurelles survenues depuis 1960 (à paraître en mars).
- N° 4 : Analyse conjoncturelle et structurelle de l'industrie manufacturière de Léopoldville et du Bas-Congo.
- N° 5 : Evolution de la structure des provinces du Congo depuis l'Indépendance - L'agriculture commercialisée africaine comme alternative à l'emploi salarié.
- N° 6 : Bilan de l'activité économique et sociale du Congo depuis 1960.

Pour la réalisation de ce programme, l'I.R.E.S. dispose de :

- 18 assistants et chercheurs qualifiés,
- 13 employés permanents,
- 12 enquêteurs temporaires,
- 2 secrétaires.

- - - - -

BUDGET 1963.

PARTIE DU PROGRAMME I.R.E.S.

I. PRIX ET COMMERCIALISATION.

a) Personnel	900.000
b) Déplacements	130.000
c) Matériel et fournitures	65.000
	<hr/>
	1.095.000
	=====

II. SALAIRES, EMPLOI, AGRICULTURE.

1°) Ancienne Province de Léo + ville de Léo :

a) Personnel	225.000
b) Déplacements	20.000
c) Matériel et fournitures	172.000
	<hr/>
	417.000
	=====

2°) Province des Uélés :

a) Personnel	550.000
b) Déplacements	245.000
c) Matériel et fournitures	340.000
	<hr/>
	1.135.000
	=====

III. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS.

a) Personnel	150.000
b) Déplacements	60.000
c) Matériel et fournitures	5.000
	<hr/>
	215.000
	=====

IV. INDUSTRIALISATION ET PROTECTION.

a) Personnel	75.000
b) Déplacements	50.000
c) Matériel et fournitures	125.000
	<hr/>
	250.000
	=====

TOTAL GENERAL : 3.112.000

=====

TITLE I COUNTERPART
COMMITTEE

USAID DOC. 4

TRIPARTITE COMMITTEE PL 480 TITLE I

Committee approval is requested for the attached project in the amount of three million francs to cover the cost of studies in economics (indicated in Annex A) to be carried out by I.R.E.S. (Economic and Social Research Institute) at the University of Lovanium. A detailed budget appears in Annex B. It should be pointed out that I.R.E.S. contributes to the salaries of the advanced teaching staff needed to carry out this project.

In our opinion, economic studies of this kind (prices, wages, production statistics, monetary matters, depletion of public finances, foreign trade, private finance, etc.) are vital in order to make it possible to take wise decisions and to promote the balanced economic development of the Congo. In this respect, this project qualifies under the criteria laid down for the use of Title I Local Currency.

Government of the Republic
of the Congo

Tona Massea
Dr. Albert Badre
Date:

Government of the United States of
America

Robert L. West, Director A.I.D.
Date:

United Nations
Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations
Date:

- Study and adjustment of the balance of payments;
- Analysis of financial assistance.

6. Private finance

- Historical studies of Congolese joint-stock companies;
- Modifications that have occurred in the Congo since independence (alterations in company articles, bankruptcies, mergers, etc...);
- First financial results of Congolese Companies.

II. SOCIOLOGICAL RESEARCH

1. Study of cultural transformation phenomena in African urban environments

- Marriage among primary school teachers in Leopoldville (the enquiry deals with more than 3/4 of the married teachers in Leo);
- Man and woman in the traditional society of the Bayakas.

2. Social research into community development methods adapted to different economic and social environments. The study will deal with the Kinsenso community (a squatters' zone with about 5 000 inhabitants situated near Matete, Leopoldville).

III. POLITICAL RESEARCH

- Analysis of phenomena of inadequate administration in African countries;
- The operation of central political institutions in the Congo;
- New political institutions and political awareness in Kongo Central;
- The establishment and operation of new provincial institutions in the Congo;
- The development of tendencies towards political regrouping in Africa.

IV. TRAINING OF THE CADRES

The organization by the Centre de Perfectionnement en Gestion des Entreprises (Centre for Advanced Training in Company Management) of six seminars with the following objectives:

1. Introduction to economic problems (2 parts);
2. The enterprise and its leaders;
3. Personnel management;
4. The organization of administrative work;
5. The organization of work in public administrations;
6. The organization of technical services.

V. E.S.R.I. PUBLICATIONS

Since the month of August 1960 the E.S.R.I. has published about 30 of its "Notes and Documents" in typewritten form. These "Notes and Documents" have been replaced by a printed review entitled "Cahiers Economiques et Sociaux - Economic and Social Papers", the first number of which appeared in October 1962, consisting of 94 pages. This review is bilingual in the sense that the articles are in French or English, with a full summary in the other language.

Below is a list of the main studies to appear in the six numbers that will constitute the first annual volume:

- No. 1 : The Congolese inflation - development of the rate of circulation of Congolese money.
- No. 2 : The development of earnings in the former province of Leopoldville between June 1960 and October 1962 (to appear in December).
- No. 3 : Agricultural and mineral exports of the Congo - structural transformations since 1960 (to appear in March).
- No. 4 : Economic and structural analysis of the manufacturing industry of Leopoldville and the Bas-Congo.

No. 5 : Development of the structure of the provinces of the Congo since independence - commercialized African agriculture as an alternative to salaried employment.

No. 6 : Balance of economic and social activity in the Congo since 1960.

To carry out this programme, E.S.R.I. has:

- 18 qualified assistants and researchers,
- 13 permanent staff,
- 12 temporary researchers,
- 2 secretaries.

I. ECONOMIC RESEARCHWork already done and in hand1. Prices

- Retail price developments in Leopoldville:
 - { retail price index in African markets
weighted retail price index for consumer goods in
(Leopoldville shops);
- Wholesale price developments (wholesale price index)
- Retail price developments in certain regions of the interior (prices sampled at Popokabaka and Kasongolunda);

2. Earnings

- Development of earnings in Leopoldville Province (public administration personnel, workers in the State and private sectors, lay teachers).

3. Production

- Preparation of an industrial production index;
- Productivity development in the manufacturing industry;
- Production costs developments.

4. Currency and Public Finance

- Analysis of the Congolese inflation;
- Development of State revenue and expenditure;
- Development of monetary circulation;
- Transformation in the structure of monetary circulation (development of holdings);
- Regional monetary influence and study of autonomous financial systems in the Congo;

5. Foreign trade

- Development of exports and imports of the Republic of the Congo and transformation of their structure;

1963 BUDGETPART OF THE I.R.E.S. PROGRAMME (in CF)

I.	<u>PRICES AND MARKETING</u>	
	a) Personnel	900 000
	b) Travel	130 000
	c) Equipment and supplies	65 000
		<u>1 095 000</u>
II.	<u>SALARIES, EMPLOYMENT, AGRICULTURE</u>	
	1) <u>Former Province of Leo + city of Leo</u>	
	a) Personnel	225 000
	b) Travel	20 000
	c) Equipment and supplies	172 000
		<u>417 000</u>
	2) <u>Uélés Province</u>	
	a) Personnel	550 000
	b) Travel	245 000
	c) Equipment and supplies	340 000
		<u>1 135 000</u>
III.	<u>FOREIGN TRADE AND BALANCE OF PAYMENTS</u>	
	a) Personnel	150 000
	b) Travel	60 000
	c) Equipment and supplies	5 000
		<u>215 000</u>
IV.	<u>INDUSTRIALIZATION AND PRODUCTION</u>	
	a) Personnel	75 000
	b) Travel	50 000
	c) Equipment and supplies	125 000
		<u>250 000</u>
	GRAND TOTAL	<u>3 112 000</u>

COMITE TRIPARTITE PL 480 TITRE I

L'approbation du Comité est demandée sur le projet ci-joint d'un montant de trois millions de francs pour couvrir les frais des études économiques (désignées en Annexe A) à être exécuté par le I.R.E.S. de l'Université de Lovanium. Un budget détaillé est joint en Annexe B. Il faut signaler que le I.R.E.S. contribue aux salaires du personnel professionnel supérieur dont on a besoin pour réaliser ce projet.

A notre avis les études économiques de ce genre (prix, salaires, donnés sur la production, affaires d'argent, dépouillement de finances publiques, commerce extérieur, finances privées, etc.) sont essentielles pour arriver à faire les décisions valides en avançant le développement économique équilibre du Congo. Sur ce point, ce projet est conforme au critère qui fut établi pour l'utilisation des fonds de monnaie locale au Titre I.

Gouvernement de la République
du Congo

Tona Massea

Dr. Albert Badre

Date:

Gouvernement des Etats-Unis
d'Amérique

Robert L. West, A.I.D. Directeur

Date:

Nations Unies-----
Habid Ahmed, Chef, Opérations Civiles

Date:

I. PLAN DES RECHERCHES ECONOMIQUES

Travaux déjà réalisés et en cours.

1. Prix.

- Evolution des prix de détail à Léopoldville :
 - (index des prix de détail sur les marchés africains
 (index pondéré des prix de détail des biens de consommation
 (dans les magasins de Lé.));
- Evolution des prix de gros (index des prix de gros);
- Evolution des prix de détail dans certaines régions de l'intérieur (relevé de prix à Popokabaka et Kasongolunda;

2. Salaires.

- Evolution de la rémunération dans la province de Léopoldville (personnel de la Fonction Publique, travailleurs de l'Etat, travailleurs du Secteur Privé, enseignants laïques).

3. Production.

- Confection d'un indice de la production industrielle;
- Evolution de la productivité de travail dans l'industrie manufacturière;
- Evolution des prix aux producteurs.

4. Monnaie et Finances Publiques.

- Analyse de l'inflation congolaise;
- Evolution des dépenses et des recettes de l'Etat;
- Evolution de la circulation monétaire;
- Transformation dans la structure de la circulation monétaire (évolution des encaisses);
- Influence monétaire régionale et étude des circuits financiers autonomes au Congo.

5. Commerce extérieur.

- Evolution des exportations et des importations de la République du Congo et transformation de structure;
- Etude et ajustement de la balance des paiements;
- Analyse de l'aide financière.

6. Finances privées.

- Etude historique des Sociétés Congolaises par action;
- Mise à jour des modifications qui sont intervenues depuis l'Indépendance au Congo (changement des statuts juridiques, faillites, fusions, etc...);
- Premier résultat financier des Sociétés Congolaises.

II. SUR LE PLAN DES RECHERCHES SOCIOLOGIQUES.

1. Etude des phénomènes de transformations culturelles en milieu urbain africain.

- Le mariage chez les enseignants de l'enseignement primaire à Léopoldville (l'enquête porte sur plus des 3/4 des enseignants mariés de Léo);
- L'homme et la femme dans la société traditionnelle des Bayakas.

2. Recherches sociales sur les méthodes de développement communautaire adaptées à des milieux de types différents du point de vue économique et social. L'étude portera sur la communauté Kinsenso (zone de Squattine comptant environ 5.000 habitants et situés à proximité de Matété à Léopoldville).

III. SUR LE PLAN DES RECHERCHES POLITIQUES.

- L'analyse des phénomènes de sous-administration dans les pays Africains;

- Le fonctionnement des institutions politiques centrales au Congo;
- Les nouvelles institutions politiques et la conscience politique dans le Kongo Central;
- La mise en place et le fonctionnement des nouvelles institutions provinciales au Congo;
- L'évolution des tendances au regroupement politique en Afrique.

IV. SUR LE PLAN DE FORMATION DES CADRES.

Organisation par le Centre de Perfectionnement en Gestion des Entreprises de six séminaires résidentiels qui auront pour objet:

1. Initiation aux problèmes économiques (2 parties);
2. L'entreprise et ses dirigeants;
3. La direction du personnel;
4. L'organisation du travail administratif;
5. L'organisation du travail dans les administrations publiques;
6. L'organisation des services techniques.

V. SUR LE PLAN PUBLICATION I.R.E.S.

Depuis le mois d'août 1960, l'I.R.E.S. a publié une trentaine de ses "Notes et Documents", sous forme dactylographiée. Ces "Notes et Documents" sont remplacés par une revue imprimée, qui porte le titre de "Cahiers Economiques et Sociaux - Economic and Social Papers" dont le premier numéro a paru en octobre 1962, sur 94 pages. Cette revue est bilingue en ce sens que les articles sont écrits en français ou en anglais, avec un résumé substantiel dans l'autre langue.

Voici les prévisions des principales études à paraître dans les six numéros qui constitueront le premier volume annuel:

- No. 1 : L'inflation congolaise - Evolution de la vitesse de circulation de la monnaie congolaise.
- No. 2 : L'évolution des rémunérations dans l'ancienne province de Léopoldville entre juin 1960 et octobre 1962 (à paraître en décembre).
- No. 3 : Les produits agricoles et minéraux d'exportation du Congo - Transformations structurelles survenues depuis 1960 (à paraître en mars).
- No. 4 : Analyse conjoncturelle et structurelle de l'industrie manufacturière de Léopoldville et du Bas-Congo.
- No. 5 : Evolution de la structure des provinces du Congo depuis l'Indépendance - L'agriculture commercialisée africaine comme alternative à l'emploi salarié.
- No. 6 : Bilan de l'activité économique et sociale du Congo depuis 1960.

Pour la réalisation de ce programme, l'I.R.E.S. dispose de :

- 18 assistants et chercheurs qualifiés,
- 13 employés permanents,
- 12 enquêteurs temporaires,
- 2 secrétaires.

BUDGET 1963PARTIE DU PROGRAMME I.R.E.S. (en F.C.)I. PRIX ET COMMERCIALISATION

a) Personnel	900.000
b) Déplacement	130.000
c) Matériel et fournitures	65.000
	<hr/>
	1.095.000
	<hr/>

II. SALAIRES, EMPLOI, AGRICULTURE1) Ancienne Province de Léo + ville de Léo

a) Personnel	225.000
b) Déplacements	20.000
c) Matériel et fournitures	172.000
	<hr/>
	417.000
	<hr/>

2) Province des Uélés

a) Personnel	550.000
b) Déplacements	245.000
c) Matériel et fournitures	340.000
	<hr/>
	1.135.000
	<hr/>

III. COMMERCE EXTERIEUR ET BALANCE DES PAIEMENTS.

a) Personnel	150.000
b) Déplacements	60.000
c) Matériel et fournitures	5.000
	<hr/>
	215.000
	<hr/>

6.

IV. INDUSTRIALISATION ET PRODUCTION.

a) Personnel	75.000
b) Déplacements	50.000
c) Matériel et fournitures	125.000
	<hr/>
	250.000
	<hr/>
TOTAL GENERAL	3.112.000
	<hr/>